

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	22.06.2026	2026-78	4.1/4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 3 DU 22 JUIN 2026
43 questions, numérotées de 2026-40 à 2026-82

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL
INSTAURATION INDEMNITE DE MISE SOUS PLI DE LA PROPAGANDE ELECTORALE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-François BRISSET, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Armeline SALLIOT, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, François LEPRINCE, Emmanuelle BERGOT, Frédéric GAUCHÉ, Chantal GAUMER, Georges LAVIGNE,

Conseillers : Andrée DUVAL, Jean-Claude CHEVIGNY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Stéphane BÉNIS, Sylvie GONTIER, Valérie GAUTRIN, Sonia ROINEL, Amar DIABI Sylvie DUFOUR, Mohammed DIABI, Alexandra PORÉE, Tâm NGUYEN, Luca PEYRELADE, Agathe VERGER, Romain LANGLOIS, Hugo PIOLINE, Laurent JUMELINE, Gaëlle PIOLINE, Cemile YANAR, Leïla HARDY, Jérémy PRÉVOST, Lori HELLOCO et Jean-Marc REMANDE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Luca PEYRELADE	Armeline SALLIOT	Ensemble de la séance
Amar DIABI	Axel MOREL	

Absent : Sylvie DUFOUR

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2026-40 à 2026-62	30	32
Quorum : 17	2026-63	30	25
	2026-64 à 2026-82	30	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
16.06.2026	19 H 03	Armeline SALLIOT	20 H 35	23.06.2026	26.06.2026

R A P P O R T

présenté par
Armelline SALLIOT
Maire-Adjointe

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Personnel communal		1	10.06.2026	27	
CONSEIL	Séance	3	22.06.2026	N° d'ordre	N° délibération
				39	2026-78

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - INSTAURATION INDEMNITE DE MISE SOUS PLI DE LA PROPAGANDE ELECTORALE
-------	--

MT/JS

Chers Collègues,

Historiquement, la Ville de Flers fait appel aux agents volontaires de la Ville de Flers et de Flers Agglo pour la réalisation des opérations de mise sous pli de la propagande électorale lors des élections politiques.

La délibération 2014-987 du 18/03/2014 a notamment prévu la participation des personnels de la communauté d'agglomération à ces opérations de mise sous pli et a arrêté les modalités d'indemnisation des agents concernés ainsi que les modalités de prise en charge financière par la Ville de Flers.

Aujourd'hui, il est nécessaire de sécuriser ce dispositif et de préciser les modalités de rémunération des agents volontaires participant à ces opérations ainsi que les modalités de prise en charge financière de cette compétence qui est expressément confiée par la loi à la Ville de Flers.

En effet, pour les élections municipales, la Préfecture délègue les opérations ci-dessus aux communes sièges d'une commission de propagande :

- Réception, organisation et stockage des documents électoraux des candidats, professions de foi et bulletins de vote,
- Adressage ou libellé des enveloppes (impression sur les enveloppes directement ou impression et collage d'étiquettes) à partir d'une extraction du Répertoire Electoral Unique fournie par la préfecture,
- Mise sous pli de la propagande électorale pour chaque électeur (une profession de foi et un bulletin de vote de chaque liste candidate),
- Tri des enveloppes par code postal en vue de leur acheminement au domicile des électeurs,
- Remise à La Poste des plis cachetés à destination des électeurs,
- Préparation et mise à disposition des bulletins de vote dans l'ensemble des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits ou selon la décision de la commission de propagande le cas échéant.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.06.2026	2026-78	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Dans ce cadre, la Préfecture conclut avec chaque commune une convention relative à la réalisation de l'adressage, de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale. Cette convention prévoit le versement d'une dotation forfaitaire dont le montant est déterminé par la Préfecture et mentionné dans la convention.

Cette dotation forfaitaire a vocation à couvrir :

- La rémunération des personnes recrutées pour effectuer les opérations recensées ci-dessus. Le terme de « rémunération » signifie que les charges sociales sont incluses,
- Le règlement d'éventuels frais annexes (ex : location de salles).

S'agissant de la rémunération du personnel, les règles suivantes s'appliquent :

Les travaux de mise sous pli de la propagande électorale sont réalisés par les agents communaux en dehors de leurs heures habituelles de travail. De ce fait, il convient de rémunérer ce temps de travail en leur attribuant une indemnité distincte des indemnités allouées en compensation des heures supplémentaires ou complémentaires ou des temps d'astreinte ou de permanence.

La rémunération de ce temps de mise sous pli est soumise au principe de parité (une indemnité allouée aux agents de la fonction publique territoriale doit être allouée aux agents de la fonction publique d'Etat) et au principe de légalité (l'indemnité doit être prévue par un texte). De ce fait, la rémunération s'appuie sur le décret n°2012-498 du 17 avril 2012 qui prévoit que : « Les agents publics de l'Etat qui, lors d'une élection politique, participent à la mise sous pli de la propagande électorale bénéficient d'une indemnité de mise sous pli. »

La commune attribue ainsi aux agents et à ceux qu'elle a recrutés spécifiquement pour participer à ces opérations une indemnité de mise sous pli dont le montant cumulé pour l'ensemble des agents concernés est au maximum équivalent au montant de la dotation forfaitaire allouée par la Préfecture.

Le montant de la dotation forfaitaire est déterminé par le préfet en fonction, notamment, du nombre d'électeurs inscrits, du nombre de liste ou de candidats, du nombre de documents mis sous pli, du nombre d'heures travaillées ou encore du niveau des tâches d'encadrement confiées à certains agents.

Le montant maximal de l'indemnité allouée à chaque agent est fixé à 600 € par tour de scrutin

Il est précisé que le cumul de cette indemnité avec l'indemnité de secrétaire de commission de propagande est possible dans la limite d'un plafond dont le montant diffère pour chaque élection.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- | | |
|----------------------|--|
| 1 - INSTAURER | une indemnité de mise sous pli de la propagande électorale pour les élections politiques, |
| 2 - INTEGRER | aux opérations de mise sous pli de la propagande électorale organisées par la Ville de Flers, les personnels de Flers-Agglomération volontaires pour y participer, |
| 3 - FIXER | le montant global de cette indemnité, pour chaque élection, à hauteur du montant maximum de la dotation forfaitaire mentionnée dans la convention relative à la réalisation de l'adressage, de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale conclue avec la Préfecture, |
| 4 - REPARTIR | le montant global de cette indemnité de façon équitable entre les agents bénéficiaires en tenant compte seulement du temps passé par chaque agent concerné aux opérations de mise sous pli de la propagande électorale, |
| 5 - PRENDRE | l'engagement d'inscrire au budget les crédits correspondants, |
| 6 - AUTORISER | Monsieur le Maire à verser une indemnité de mise sous pli à chacun des agents ayant participé à la mise sous pli de la propagande électorale, |
| 7 - CHARGER | Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération. |

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Armeline SALLIOT

Jean-François BRISSET